

Fin 2017, 1,16 million de personnes bénéficient de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), destinée à des adultes handicapés aux revenus modestes. Deuxième minimum social en nombre d'allocataires, après le RSA, l'AAH ne cesse d'augmenter en effectifs depuis sa création, il y a quarante ans. Sept allocataires sur dix sont des personnes seules et sans enfant.

Qui peut bénéficier de l'AAH ?

Créée en 1975, l'allocation aux adultes handicapés (AAH) est destinée à des personnes handicapées âgées de 20 ans ou plus¹ ne pouvant prétendre à une pension de retraite², un avantage invalidité (pension d'invalidité et allocation supplémentaire d'invalidité [ASI, voir fiche 31]) ou une rente d'accident du travail d'un montant au moins égal à l'AAH. Elle est attribuée selon des critères médicaux et sociaux évalués par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Elle est accordée dans deux cas : si on reconnaît au demandeur un taux d'incapacité d'au moins 80 % ou bien un taux compris entre 50 % et 79 % assorti d'« une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi³ ».

Son versement prend fin à partir de l'âge minimum légal de départ à la retraite en cas d'incapacité de 50 % à 79 %. L'allocataire bascule alors dans le régime de retraite pour inaptitude. En cas d'incapacité d'au moins 80 %, le bénéficiaire peut continuer à la percevoir au-delà de l'âge minimum légal de départ à la retraite en complément d'un avantage vieillesse. L'AAH peut être accordée aux personnes de nationalité étrangère si elles résident en France et qu'elles sont en situation régulière.

L'AAH est versée par les caisses d'allocations familiales (CAF) et celles de la Mutualité sociale agricole (MSA).

Le montant de l'allocation

Au 1^{er} avril 2019, le plafond des ressources mensuelles s'élève à 860 euros pour une personne seule sans enfant et à 1 625,42 euros pour un couple sans enfant, soit 1,89 fois le plafond pour une personne seule. Pour les allocataires avec enfant(s), ces plafonds sont majorés de la moitié du plafond destiné à une personne seule sans enfant (430 euros) par enfant à charge. Depuis 2011, pour les bénéficiaires travaillant en milieu ordinaire⁴, les ressources sont évaluées tous les trimestres⁵. Pour les autres, l'évaluation reste annuelle (fondée sur les ressources de l'avant-dernière année). Pour une personne seule et sans enfant, l'AAH est une allocation strictement différentielle : son montant est égal à la différence entre le plafond (860 euros) et ses ressources. En couple, l'allocataire perçoit un forfait de 860 euros si le revenu mensuel de son foyer ne dépasse pas 765,42 euros s'il est sans enfant ou 1 195,42 euros s'il a un enfant. Au-delà, et dans la limite du plafond des ressources, l'allocation est dégressive et correspond à la différence entre le plafond et les ressources dont dispose

1. La condition d'âge peut être avancée à 16 ans si l'allocataire n'est plus à charge, au sens des prestations familiales.

2. Depuis le 1^{er} janvier 2017, les allocataires de l'AAH ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et qui atteignent l'âge minimum légal de départ à la retraite ne sont plus obligés de demander en priorité l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) [voir fiche 33]. Auparavant, l'AAH était subsidiaire à l'avantage vieillesse (pensions de retraite et minimum vieillesse).

3. La restriction est substantielle lorsque le demandeur rencontre des difficultés importantes d'accès à l'emploi ne pouvant être compensées, notamment par des mesures d'aménagement du poste de travail. La restriction est durable dès lors qu'elle est d'une durée prévisible d'au moins un an à partir du dépôt de la demande d'AAH.

4. Le milieu ordinaire de travail est ouvert aux personnes reconnues comme travailleurs handicapés. Pour favoriser leur insertion professionnelle ou leur maintien dans l'emploi, les employeurs doivent prendre des mesures adaptées à leur handicap.

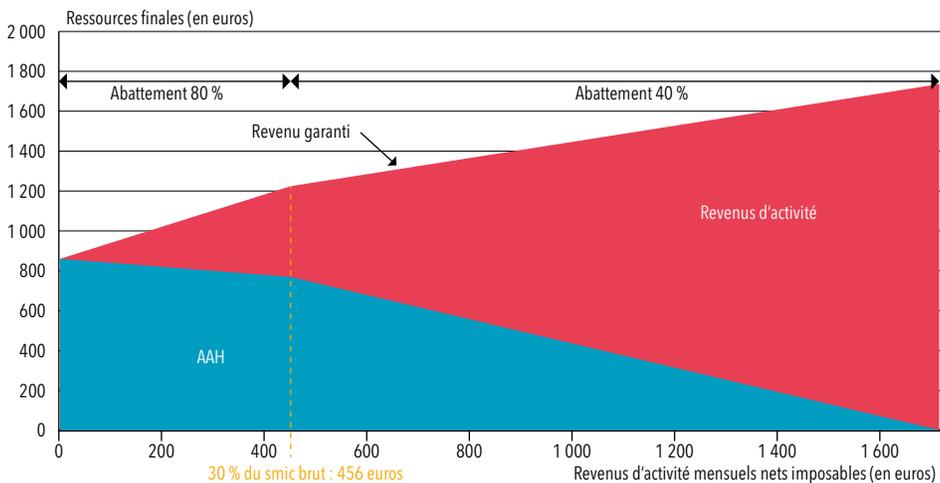
5. Les ressources sont également évaluées tous les trimestres pour les personnes travaillant en établissement ou service d'aide par le travail (Esat), si elles y débutent après une activité en milieu ordinaire.

le foyer. Plus généralement, le montant de l'AAH perçu par un allocataire est égal au minimum entre le plafond de ressources pour une personne seule et sans enfant (860 euros) et la différence entre le plafond correspondant à la situation familiale du foyer et ses ressources, tant que cette différence est positive. Des mécanismes d'abattement peuvent toutefois être pratiqués sur les revenus de l'allocataire ou de son conjoint. En particulier, un abattement dit « 80/40 » s'applique aux revenus d'activité de l'allocataire travaillant en milieu ordinaire (schéma 1). Lorsque le montant de l'allocation est égal au plafond de ressources pour une personne seule et sans enfant, l'allocataire perçoit une AAH dite « à taux plein ». Le montant de l'AAH à taux plein a

été revalorisé de 41 euros au 1^{er} novembre 2018 pour atteindre 860 euros et il vaudra 900 euros au 1^{er} novembre 2019. Le coefficient multiplicateur pour obtenir le plafond de ressources pour un couple sans enfant, par rapport au plafond pour une personne seule sans enfant, a par ailleurs diminué : il est passé à 1,89 au 1^{er} novembre 2018 (contre 2,00 auparavant) et il sera de 1,81 au 1^{er} novembre 2019.

Sous certaines conditions⁶, pour les allocataires ayant un taux d'incapacité au moins égal à 80 %, une majoration pour la vie autonome (104,77 euros par mois) ou un complément de ressources (179,31 euros par mois) est versé en supplément. Il n'est pas possible de cumuler ces deux compléments. La loi de finances pour 2019 annonce la suppression du complément de

Schéma 1 Revenu mensuel garanti, après six mois de travail en milieu ordinaire, pour une personne seule sans enfant ayant pour unique ressource des revenus d'activité, au 1^{er} avril 2019



Note > L'abattement « 80/40 » présenté dans ce schéma ne s'applique qu'aux allocataires travaillant en milieu ordinaire.

Lecture > Une personne seule sans ressource perçoit l'AAH à taux plein d'un montant de 860 euros par mois, à laquelle peut éventuellement s'ajouter le complément de ressources ou la majoration pour la vie autonome. Une personne seule avec des revenus d'activité inférieurs à 30 % du smic brut bénéficie d'un abattement de 80 % sur ses revenus d'activité. Elle perçoit une allocation égale à la différence entre le plafond des ressources (860 euros) et 20 % de ses revenus d'activité. Au-delà de 30 % du smic, l'allocataire bénéficie d'un abattement de 40 % sur les revenus d'activité au-dessus de ce seuil.

6. Pour les deux compléments, il faut percevoir l'AAH à taux plein ou en complément d'un avantage vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail, ne pas percevoir de revenu d'activité et avoir un logement indépendant. Pour la majoration pour la vie autonome, il est également nécessaire de percevoir une aide au logement (voir fiche 36) alors que, pour le complément de ressources, une capacité de travail inférieure à 5 % du fait du handicap est indispensable.

ressources à partir du 1^{er} décembre 2019. Toutefois, les personnes ayant des droits ouverts au complément de ressources à cette date pourront continuer d'en bénéficier, si elles remplissent les conditions d'éligibilité, pendant une durée maximale de dix ans. Depuis le 1^{er} janvier 2017, il n'est plus possible de cumuler l'AAH avec l'allocation de solidarité spécifique (ASS) [voir fiche 26]. Toutefois, si l'allocataire percevait ces deux aides au 31 décembre 2016, il peut continuer à

les percevoir tant que les conditions d'éligibilité sont remplies, pendant une durée maximale de dix ans.

Les allocataires sont surtout des personnes seules, de 40 ans ou plus, sans enfant

Les trois quarts des allocataires sont des personnes seules, en très grande majorité sans enfant (tableau 1). 70 % des allocataires sont âgés de 40 ans ou plus, 45 % ont 50 ans ou plus.

Tableau 1 Caractéristiques des allocataires de l'AAH, fin 2017

En %

Caractéristiques	Allocataires de l'AAH			Ensemble de la population âgée de 20 ans ou plus
	Taux d'incapacité de 50 % à 79 %	Taux d'incapacité de 80 % ou plus	Ensemble	
Effectifs (en nombre)	523 100	639 700	1 163 100¹	49 258 000
Sexe				
Femme	49	48	48	52
Homme	51	52	52	48
Âge				
20 à 29 ans	15	11	13	15
30 à 39 ans	18	16	17	16
40 à 49 ans	25	24	25	18
50 à 59 ans	34	31	32	18
60 ans ou plus	8	18	13	33
Situation familiale²				
Seul sans enfant	66	76	72	22
Seul avec enfant(s)	8	4	6	8
Couple sans enfant	14	13	13	32
Couple avec enfant(s)	12	7	9	38
Taux de perception de l'AAH				
Taux plein	61	61	61	-
Taux réduit	39	39	39	-
Compléments d'AAH				
Allocataires avec la majoration pour la vie autonome	Non éligibles	25	14	-
Allocataires avec le complément de ressources	Non éligibles	11	6	-
Inscrits à Pôle emploi	19	6	12	-

1. Dont 300 allocataires avec un taux d'incapacité inconnu.

2. Dans l'ensemble de la population, la répartition par situation familiale a été calculée sans tenir compte des ménages complexes.

Champ > France ; ensemble de la population : ménages ordinaires en France (hors Mayotte).

Sources > CNAF et MSA pour les effectifs ; CNAF pour les répartitions (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des CAF) ; Insee, enquête Emploi 2017, pour les caractéristiques de l'ensemble de la population ; DREES, ENIACRAMS, pour le taux d'inscription à Pôle emploi.

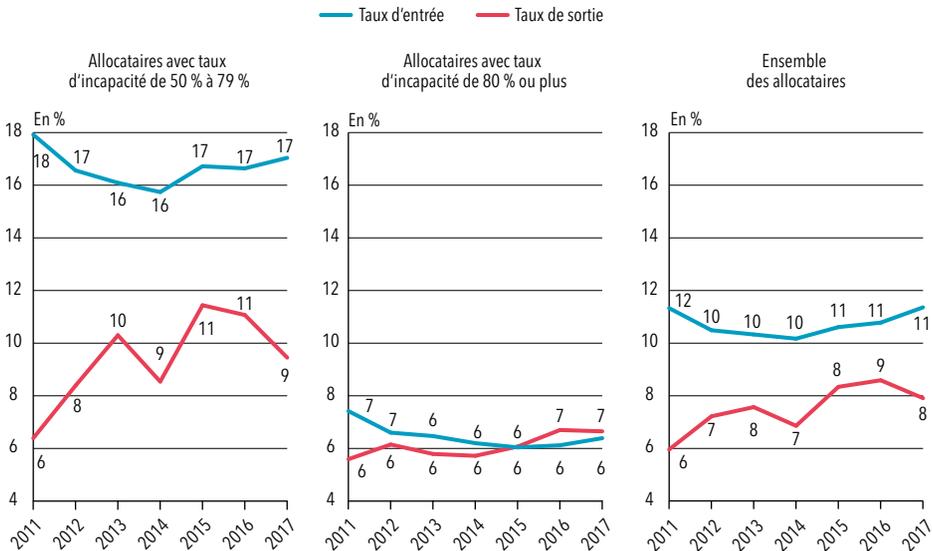
55 % des allocataires ont un taux d'incapacité de 80 % ou plus. Ces derniers sont plus âgés que les autres allocataires (18 % ont 60 ans ou plus, contre 8 % pour les autres allocataires) parce qu'ils peuvent, quant à eux, continuer à percevoir l'AAH après l'âge minimum légal de départ à la retraite. Ils sont aussi plus souvent seuls et sans enfant (76 %, contre 66 % pour les autres allocataires). Un tiers des allocataires avec une incapacité de 80 % ou plus perçoit l'un des deux compléments. 12 % des allocataires de l'AAH sont inscrits à Pôle emploi fin 2017. Les allocataires ayant une incapacité inférieure à 80 % sont plus nombreux dans ce cas.

Un renouvellement plus important parmi les allocataires avec un taux d'incapacité plus faible

11 % des allocataires de l'AAH fin 2017 ne l'étaient pas fin 2016. Cette part, dite « taux d'entrée », est stable depuis 2011 (graphique 1). Elle est plus élevée pour les allocataires avec un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 % (17 % en 2017) que pour ceux ayant un taux supérieur ou égal à 80 % (6 %).

De même, le « taux de sortie », c'est-à-dire la part des allocataires de l'AAH en une fin d'année qui ne le sont plus la fin d'année suivante, est plus important parmi ceux qui ont un taux d'incapacité

Graphique 1 Évolution des taux d'entrée et de sortie de l'AAH depuis 2011, selon le taux d'incapacité des allocataires



Note > Le taux d'entrée de l'année n rapporte le nombre de personnes absentes du dispositif au 31/12/ $n-1$ mais présentes au 31/12/ n au stock présent au 31/12/ n .

Le taux de sortie de l'année n rapporte le nombre de personnes présentes au 31/12/ $n-1$ mais absentes au 31/12/ n au stock présent au 31/12/ $n-1$.

Pour les taux d'entrée et de sortie selon l'incapacité des allocataires, les bascules entre l'AAH 1 (allocataire avec un taux d'incapacité de 80 % ou plus) et l'AAH 2 (allocataire avec un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 %) ne sont pas prises en compte. La baisse du taux de sortie en 2014 pour les allocataires avec un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 % est un artefact lié à l'interaction entre la réforme des retraites de 2010 et le fait que ne sont présentes jusqu'en 2016 dans l'ENIACRAMS que des personnes nées en octobre. Ainsi, les personnes nées en octobre 1952 ont pu basculer vers le régime de retraite pour inaptitude en août 2013, mais celles nées en octobre 1953 ont dû attendre janvier 2015.

Lecture > 11 % des allocataires de l'AAH fin 2017 ne l'étaient pas fin 2016. 8 % des allocataires de l'AAH fin 2016 ne le sont plus fin 2017.

Champ > France, bénéficiaires âgés de 16 à 64 ans au 31 décembre de chaque année (année de sortie du dispositif).

Source > DREES, ENIACRAMS.

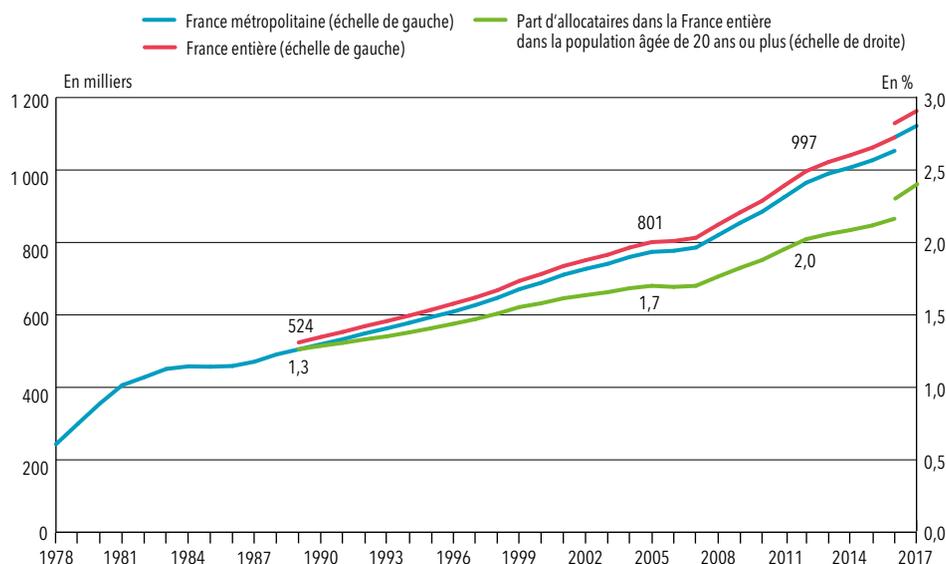
compris entre 50 % et 79 % (9 % contre 7 %, pour les taux de sortie en 2017). Si la différence entre les taux de sortie est plus faible que celle des taux d'entrée, elle l'est particulièrement en 2017, en raison de la baisse du taux de sortie des allocataires avec un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 % (-1,6 point par rapport à 2016), alors que celui des autres allocataires se stabilise. Cette diminution s'explique, en partie, par un décret⁷, entré en vigueur le 6 avril 2015, qui a étendu de deux à cinq ans la durée maximale d'attribution de l'AAH pour les personnes ayant ce taux d'incapacité et qui peut donc repousser leur sortie du dispositif.

La croissance des effectifs de l'AAH se poursuit en 2017

Fin 2017, 1,16 million de personnes perçoivent l'AAH (graphique 2). Depuis sa création, le nombre

d'allocataires n'a cessé de progresser. Entre 1987 et 2005, le rythme de croissance des effectifs, de 2,8 % par an en moyenne, s'expliquait en partie par la hausse de la population âgée de 45 à 60 ans (génération du baby-boom), le risque de handicap augmentant avec l'âge. Cette hausse reflétait aussi celle de l'espérance de vie des personnes handicapées. Entre fin 2007 et fin 2012, la progression du nombre d'allocataires a été plus soutenue (+4,2 % par an en moyenne). Cette plus forte croissance est liée, pour une grande part, aux changements institutionnels intervenus : allègement des conditions d'accès à l'allocation et, surtout, revalorisations successives du barème dans le cadre de l'augmentation de 25 % (en euros courants) du montant maximal de l'AAH entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2012. De plus, depuis 2011, le recul de l'âge minimum légal de départ à la retraite

Graphique 2 Évolution du nombre (depuis 1978), et de la part parmi la population âgée de 20 ans ou plus (depuis 1989), d'allocataires de l'AAH



Note > Il y a une rupture de série en 2016. En 2016, nous présentons à la fois les données semi-définitives et les données définitives de la CNAF (voir encadré 1, fiche 06).

Champ > Effectifs en France, au 31 décembre de chaque année.

Sources > CNAF ; MSA ; Insee, population estimée au 1^{er} janvier de l'année $n+1$ (pour le taux d'allocataires de l'année n).

7. Décret n° 2015-387 du 3 avril 2015 relatif à la durée d'attribution de l'AAH pour les personnes handicapées.

repousse la fin de droit à l'AAH pour les allocataires ayant une incapacité comprise entre 50 % et 79 %, entraînant une augmentation du nombre d'allocataires de 60 ans ou plus.

Depuis fin 2012, la croissance du nombre d'allocataires est plus faible (+2,5 %⁸ en moyenne par an entre fin 2012 et fin 2017), en raison de la fin de la revalorisation de l'AAH. Toutefois, depuis fin 2014, la croissance des effectifs de l'AAH augmente légèrement chaque année, passant de +1,8 % en 2014 à +3,0 % en 2017⁹. Cette accélération est uniquement imputable à la hausse du nombre d'allocataires ayant un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 % (de +4,6 % en 2014 à +7,2 % en 2017¹⁰). En revanche, le nombre d'allocataires dont le taux d'incapacité est supérieur ou égal à 80 % stagne. La hausse de la croissance des allocataires avec un taux d'incapacité compris

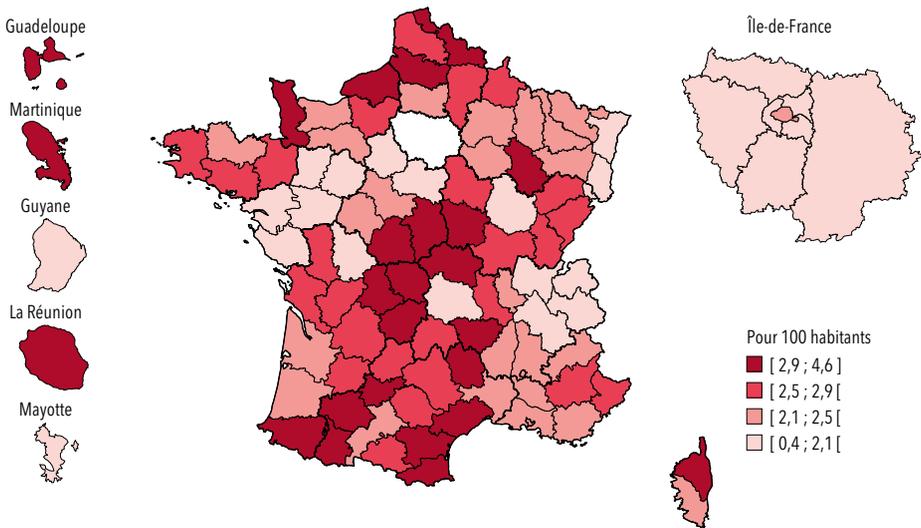
entre 50 % et 79 % peut, en partie, s'expliquer par le décret (voir plus haut) entré en vigueur le 6 avril 2015, qui a étendu de deux à cinq ans la durée maximale d'attribution de l'AAH pour les personnes ayant ce taux d'incapacité.

En tenant compte des conjoints et des enfants à charge, 1,71 million de personnes sont couvertes par l'AAH, soit 2,5 % de la population.

Une surreprésentation des allocataires dans les départements plus âgés ou mieux dotés en structures d'accueil

Le nombre d'allocataires, rapporté à la population âgée de 20 ans ou plus, est de 2,3 % en 2017. Cette part culmine dans les départements ruraux ou semi-urbains, notamment dans les départements du Centre et du Sud-Ouest. À l'opposé, elle est particulièrement faible en Île-de-France (*carte 1*).

Carte 1 Part d'allocataires de l'AAH, fin 2017, parmi la population âgée de 20 ans ou plus



Note > En France, on compte en moyenne 2,3 allocataires de l'AAH pour 100 habitants âgés de 20 ans ou plus.

Champ > France.

Sources > CNAF ; MSA ; Insee, population estimée au 1^{er} janvier 2018.

8. Ce taux de croissance a été calculé en utilisant les données dites semi-définitives pour 2017 (voir encadré 1, fiche 06).

9. +3,6 % en 2017 selon les données dites semi-définitives (voir encadré 1, fiche 06).

10. +8,3 % en 2017 selon les données dites semi-définitives (voir encadré 1, fiche 06).

Les trois quarts des écarts entre départements s'expliquent par des facteurs sociodémographiques (âge, état de santé de la population, comportements à risques), sanitaires (offre d'hébergement dans les établissements dédiés aux

personnes handicapées) et économiques (chômage, niveau de vie) du territoire¹¹. Le quart restant peut notamment relever de différences d'appréciations et de pratiques entre les acteurs locaux. ■

Pour en savoir plus

- > **Abrossimov, C., Chérèque, F.** (2014, novembre). Les liens entre handicap et pauvreté : les difficultés dans l'accès aux droits et aux ressources. Rapport Inspection générale des affaires sociales (IGAS), 2014-048R.
- > **Barhoumi, M.** (2015, mai). La situation professionnelle des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés. *Dares, Dares Analyses*, 36.
- > **Dauphin, L., Levieil, A.** (2018, octobre). Le nombre des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés a doublé depuis 1990. DREES, *Études et Résultats*, 1 087.
- > **Demoly, E.** (2009, avril). La réponse à la première demande d'AAH. DREES, *Études et Résultats*, 687.
- > **Mordier, B.** (2013, décembre). L'allocation aux adultes handicapés attribuée dans les départements. DREES, *Dossiers Solidarité et Santé*, 49.

11. La modélisation des prévalences de l'AAH et l'explication de leurs disparités au niveau départemental est réalisée à partir d'un modèle économétrique sur données de panel allant de 2008 à 2011. Le modèle de Mundlak permet d'introduire des variables qui évoluent dans le temps (capacité d'accueil dans les établissements et services pour personnes handicapées, nombre d'allocataires de la PCH) ainsi que celles pour lesquelles on ne dispose pas de toute l'information temporelle (répartition de la population sur le territoire, accidentologie...) [voir Mordier, 2013].